

CIBLE

Fragilité

Décidément, rien ne se passe comme prévu. Depuis des mois, la mécanique politique semblait parfaitement réglée, et devait dérouler dès le 16 mars son implacable logique. Inscrite dans les sondages, la victoire totale de la droite devait entraîner la soumission de François Mitterrand et l'application immédiate du programme libéral.

Las. Le Président de la République est toujours chef de l'Etat et le libéralisme utopique est en train de céder le pas à un prudent réalisme. Quant à la majorité parlementaire, elle a révélé dès le 2 avril son extrême fragilité. Qu'il s'agisse de l'élection de M. Chaban-Delmas au «perchoir» ou de la bataille pour la présidence des commissions, on s'aperçoit que la coalition RPR-UDF ne sera jamais assurée d'obtenir la majorité absolue pour l'exécution de son programme.

Ainsi, le problème de la «cohabitation» se pose entre le gouvernement et l'Assemblée et à l'intérieur de la majorité parlementaire, et c'est le Premier ministre qui se trouve en difficulté avant même d'avoir agi. Sous la IVème République, cette situation eût été catastrophique. Nous avons heureusement changé de régime.

CHIRAC

La course d'obstacles



Naufrage

La fin du parti communiste

(page 2)

Sauvetage

**Le français :
une langue morte ?**

(pages 6-7)

Soir du grand soir La mort du P.C.F.

Pour la campagne électorale, le P.C.F. avait choisi un slogan malheureux : "faire du neuf". Du 9,8% bien entendu.

Ce chiffre ramène le Parti aux scores de ses débuts, il y a un demi-siècle. Mai 68 aura donc été le commencement de la fin pour le P.C.. François Mitterrand et sa stratégie d'Union de la gauche ont fait le reste. Qui aurait pu croire, il n'y a pas si longtemps, que le Parti communiste ferait chiffre égal avec un groupuscule d'extrême-droite ?

Le P.C.F. présente le syndrome de la marginalité dans les explications mêmes qu'il donne de ses résultats. Déclin historique ? Mais pas du tout, répond Paul Laurent, "Le 16 mars, nous avons dépassé de 480.000 voix aux législatives et de 610.000 voix aux régionales les suffrages des européennes." Merveilleuse dialectique propre à tout mouvement marginal qui ré-

pète que tout va bien quand tout va mal. On peut lire les chiffres autrement : en cinq ans, le P.C. a perdu 50% de son électorat. La direction ne peut totalement se couper des réalités, il lui faut malgré tout se justifier, en rejetant la faute sur le P.S., le mode de scrutin, le "vote utile", les médias. Tenir à n'avoir aucune responsabilité dans la situation présente, autre réaction typique de groupe mar-

ginal. Et le P.C. de conclure que sa force, en définitive, c'est d'avoir raison, seul contre tous, et qu'il faut persévérer dans la même ligne politique.

Cette mort lente sous anesthésie a entraîné, comme à chaque échec électoral, une vague de contestation au sein du Parti, qui se traduira probablement par une nouvelle perte d'adhérents et de militants. La direction a bien verrouillé l'appareil, en refusant notamment la tenue d'un "congrès extraordinaire" souhaité par les "rénovateurs". D'autre part, ces derniers, de sensibilités diverses,

ne peuvent véritablement présenter un front commun. Seuls les rassemblent leur aversion pour G. Marchais et leur désir d'une plus grande démocratie dans le fonctionnement du Parti. Claude Poperen, membre du bureau politique, va jusqu'à souhaiter un changement dans "la composition même" de cette instance dirigeante.

La singularité de cette contestation vient de ce qu'elle touche cette fois-ci de nombreux élus du P.C., et non plus seulement des intellectuels. Normal : ceux qui travaillent sur le terrain sont les premiers à constater que le message ne passe pas.

D'acteur de la vie politique française, pôle de référence ou de répulsion, le P.C.F. devient progressivement témoin d'une sensibilité en voie d'extinction. Dans cinquante ans peut-être, il sera toujours là, à 1 ou 2%, poursuivant dans l'auto-satisfaction paranoïaque...? En attendant, les élections municipales seront la prochaine étape importante où le P.C. risque de rompre définitivement ses liens avec les socialistes. Le refus de gérer les conseils régionaux avec le P.S. le laisse supposer.

Emmanuel MOUSSET



Evolution du % de voix du Parti Communiste

10/11/46 :	28,6%
17/ 6/51 :	25,6%
2/ 1/56 :	25,4%
5/ 3/67 :	22,4%
4/ 3/73 :	21,4%
12/ 3/78 :	20,6%
14/ 6/81 :	16,2%
17/ 6/84 :	11,2%
16/ 3/86 :	9,8%

royaliste

Sommaire : p. 2 La mort du PCF - p. 3 : l'Etat RPR - L'absence de scrupules - p. 4 : un bel optimisme - p. 5 : Tous visés - pp. 6-7 : entretien avec Ph. de Saint Robert - p. 8 : L'Amérique sidérale - p. 9 : Théorie de la crise - p. 10 Highlander - L'humour noir de l'inspecteur Chabrol - p. 12 : La Monarchie simulée.
RÉDACTION - ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Béton L'État - R.P.R. ?

S'il est vrai que l'union de la droite est un pugilat, il ne fait aucun doute que Jacques Chirac a gagné les premières manches.

La majeure partie des institutions politiques françaises est désormais sous le contrôle de la droite : 60 conseils généraux sur 96, 20 conseils régionaux sur 22, la moitié des villes de plus de 30.000 habitants, le Sénat, l'Assemblée nationale et Matignon. Il ne manque plus que l'Elysée pour que l'emprise de la droite soit complète... Reste à savoir qui maîtrisera l'ensemble du dispositif.

Quinze jours après la victoire de la droite, il est évident que Jacques Chirac est le mieux placé, les circonstances et le savoir-faire ayant permis la mise à l'écart de ses plus dangereux adversaires. Dans un premier temps, le patron du R.P.R. coiffe au poteau, sans trop de peine, Chaban-Delmas et Giscard. Dans un second temps, il constitue un gouvernement où le R.P.R. s'assure la part du lion. Avec Charles Pasqua à l'Intérieur, Chirac contrôle le domaine politique, et tout particulièrement le remodelage de la carte électorale. Avec Edouard Balladur, c'est l'ensemble de la vie économique qu'il tient entre ses mains. L'U.D.F. quant à elle doit se contenter de beaux restes : ni Lecanuet ni Léotard n'ont obtenu les ministères qu'ils

convoitaient et les mauvaises langues assurent que le nouveau Premier ministre ne s'est pas beaucoup battu pour défendre le président de l'U.D.F. et l'ex-brillant second de Giscard.

Autre lieu que le R.P.R. voulait investir : la présidence de l'Assemblée nationale. Elle ira à J. Chaban-Delmas puisque Giscard, sentant la partie perdue, a abandonné sans chercher à combattre. Pour l'ancien Président, qui n'a pas su choisir une retraite digne, c'est l'effondrement des dernières espérances, d'autant plus amer qu'il voit grandir l'étoile de Léotard.

Donc Chirac a gagné, en liquidant, comme il sait si bien le faire, des rivaux qu'il a tour à tour servi (Giscard) et trahi (Chaban) avant de les servir (Chaban) et trahir à nouveau (Giscard par deux fois, en 1981 et aujourd'hui).

Il reste que Giscard conserve encore une certaine capacité de nuire, de même que Barre, battu mais pas anéanti, tandis que Le Pen attend avec impatience de troubler le jeu parlementaire.

Dans le pugilat de la coalition majoritaire, tous les coups ne sont pas encore donnés, ni rendus.

Sylvie FERNOY



Photo Jean Jacob

Main tendue Absence de scrupules

Très vertueuse avant les élections, une partie de la droite classique a accepté sans trouble de conscience le soutien du Front national dans les régions.

Fallait-il éliminer ou du moins limiter la participation du parti de M. Le Pen à l'Assemblée nationale et dans les régions par le choix d'un mode de scrutin qui lui aurait été moins favorable ? Nous l'avons dit : mieux vaut un parti extrémiste dans les institutions représentatives plutôt que dans la rue ; mieux vaut un discours public et des actes politiques, qui permet-

on ne peut à la fois reprocher au "pouvoir socialiste" d'avoir permis l'élection de représentants du Front National et les considérer comme de très ordinaires élus du peuple. Seconde inconséquence : on ne peut à la fois jurer ses grands dieux qu'on refusera toute alliance avec le Front national (avant les élections) et s'entendre avec lui dès le lendemain du scrutin. L'inconséquence prend ici la dimension de l'imposture.



Comme on pouvait s'y attendre (il y a eu des tractations dès avant le 16 mars) le "réalisme" a balayé les scrupules et imposé sa loi. En Aquitaine, en Languedoc-Roussillon, en France-Comté, en Haute-Normandie, en Picardie, les présidents de conseils généraux ont été élus grâce aux voix du Front National qui, en rétribution, a obtenu des places de vice-président et de secrétaire. Au total, l'extrême-droite a obtenu quatre postes de vice-président et siège au bureau de douze régions. Même si le retour au scrutin majoritaire réduit à la portion congrue la représentation du Front national à l'Assemblée, le parti de M. Le Pen demeurera incrusté dans les régions, où il risque de gagner encore de l'influence.

tent de révéler clairement le caractère intolérable d'un programme et ses contradictions, plutôt qu'une "image" fabriquée par la seule propagande.

Cela dit, une chose est d'accepter qu'un parti extrémiste ait des élus, autre chose de pactiser avec ceux-ci. Or tel est bien ce qui s'est produit pour les élections des présidents de conseils régionaux, au cours desquelles une partie de la droite classique a fait preuve d'une double inconséquence et d'un très efficace réalisme. Première inconséquence :

Il est juste de souligner que, tant en Ile de France qu'en Champagne-Ardenne, la droite a su rester pure de toute compromission avec l'extrême-droite et que M. Chirac, par la bouche de M. Toubon, n'a pas approuvé la stratégie d'alliance avec le Front national. Un nouveau clivage apparaît ainsi à droite, entre ceux qui refusent de donner la main à M. Le Pen et ceux qui la lui tendent.

Corinne TOLLEMER



Nation française

Conjoncture

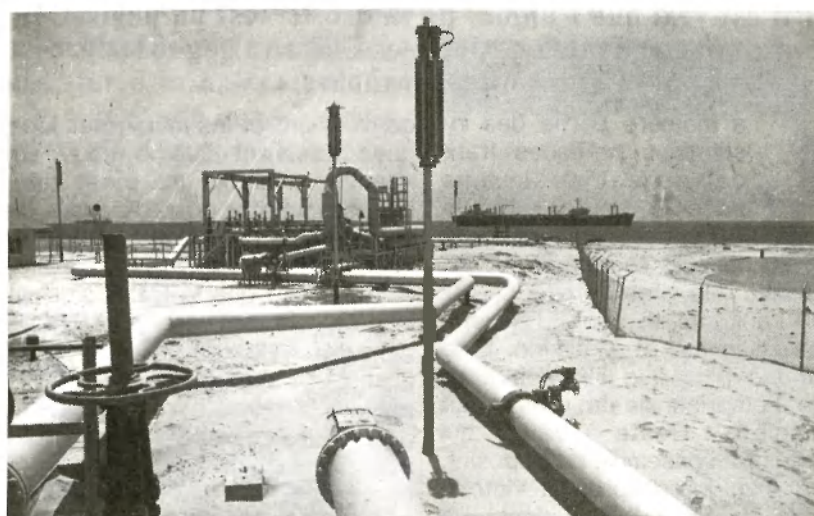
Un bel optimisme

La baisse conjuguée du cours du dollar et du prix du pétrole constitue certainement un phénomène favorable pour la politique économique du gouvernement Chirac. De quelle marge de manœuvre celui-ci dispose-t-il ? Et surtout, le phénomène sera-t-il durable ?

Globalement, le monde ne s'enrichit pas, mais tout se passe comme s'il y avait une redistribution des cartes en faveur des pays occidentaux. Aussi les instituts de conjoncture s'en sont-ils donnés à cœur joie. Pour l'Observatoire Français de Conjoncture Economique (OFCE), une relance non inflationniste serait désormais possible en France. Mais d'une part l'OFCE écarte de façon bien optimiste l'hypothèse d'une désorganisation du système monétaire international et d'une faillite déclarée des pays sous-développés et, d'autre part, cet organisme retient comme hypothèse, sur quatre ans, un dollar à 7 francs et un baril à 16,7 dollars. Dans ce cas l'inflation réduite serait évidemment réduite et la facture énergétique notablement diminuée. L'ensemble de ces phénomènes

permet à l'OFCE de prévoir un endettement extérieur en régression, un excédent commercial, une inflation toujours limitée, le tout sur fond de croissance et de développement de la consommation. Même en reprenant en totalité les promesses électorales de baisse de la fiscalité (faites par l'actuelle majorité) ? Seul, dans ce cas, le déficit public serait détérioré. Et l'OFCE va jusqu'à envisager l'hypothèse d'une coordination des membres de l'OCDE (1) qui limiterait ce dernier inconvénient par une baisse des taux d'intérêts. Evidemment, en retenant tous les facteurs favorables, tout s'arrange...

Bien que plus prudente, l'OCDE prévoit une situation économique plus favorable pour les pays industrialisés. Mais relevons que ses prévisions, à plus court terme,



retiennent 20 dollars comme cours du baril pour les six prochains mois et 15 dollars pour les six mois suivants.

Car telle est bien la difficulté de ce genre de prévisions, qui tient à la complexité des économies modernes, au nombre important de facteurs à retenir et aux différentes combinaisons possibles entre eux. Ainsi, selon le Bureau d'Informations et de Prévisions Economiques (BIPE) l'allègement

provoqué par la conjoncture actuelle représenterait entre 60 et 70 milliards de dollars pour l'Europe occidentale. En ce qui concerne la France les estimations, là encore, varient considérablement : de 30 à 90 milliards de francs selon les experts. Ainsi, ces derniers jonglent avec les chiffres et le seul point sur lequel ils demeurent réservés concerne...



Scrutin

Découpage ou charcutage ?

La réforme du mode de scrutin est engagée. La justice y trouvera-t-elle son compte ?

Que la gauche soit au pouvoir, que la droite y revienne, qu'il s'agisse de la proportionnelle ou du scrutin majoritaire, toute réforme électorale provoque une gêne que personne n'a encore su ou voulu dissiper. Dans notre pays, contrairement, par exemple, à la règle britannique, c'est toujours la majorité au pouvoir, par le biais du

ministère de l'Intérieur, qui procède au découpage des circonscriptions. Ainsi, de 1958 à 1981, la droite a maintenu le système électoral qui l'avantageait et conservé le découpage initial, qui lui procurait de scandaleuses rentes de situation. On sait que la gauche vient de sauver nombre de sièges grâce à la proportionnelle et que la droite va désormais

veiller à ce que le suffrage universel s'exprime "correctement".

Pendant 48 heures, on a pourtant cru que cette pratique injuste allait être abandonnée. Le gouvernement avait annoncé la constitution d'une commission spéciale de magistrats indépendants et le bruit avait couru qu'elle serait chargée de procéder au redécoupage. Hélas, le démenti du cabinet du Premier ministre est rapidement tombé : le découpage sera effectué par le ministère de l'Intérieur et la "commission des sages" donnera seulement un avis. Dommage : le gouvernement a manqué une vraie réforme permettant que les consultations électorales se déroulent d'une façon plus équitable.

Il reste que l'affaire est loin d'être conclue. Le recours à une

ordonnance permet certes au gouvernement d'éviter une périlleuse bataille parlementaire, mais il lui faut tout de même compter avec le Président de la République qui ne signerait certainement une ordonnance organisant un charcutage. En outre, il lui faudra obtenir le vote d'une loi d'habilitation par une Assemblée où siègent nombre de députés de toutes tendances qui doivent leur siège à la proportionnelle. Le gouvernement devra donc négocier durement avec toutes les composantes de sa majorité, et peut-être avec le Front National qui serait la principale victime du retour à l'ancien mode de scrutin. Comme toujours, c'est la démocratie qui fera les frais de ces calculs intéressés.

Sylvie FERNOY



Otages

Tous visés

le chômage, qui n'est pas l'élément le moins important ! Pour le reste, les deux piliers sur lesquels repose l'optimisme général sont pour le moins instables. Le dollar d'abord : son évolution a souvent déjoué les pronostics. Si l'on sait, entre autres, que le secrétaire américain du Trésor, James Baker, souhaiterait qu'il continue à baisser, alors que le président de la Federal Reserve Bank, Paul Volker, est d'un avis opposé, il convient de rester prudent (et de ne pas oublier qu'une baisse persistante du dollar fait de l'économie américaine un concurrent plus dangereux pour nous...). Deuxième pilier, le prix du brut : si la mésentente entre les pays producteurs semble devoir maintenir les cours à la baisse, il ne faut pas perdre de vue que les approvisionnements français reposent, pour l'essentiel, sur des contrats à moyen terme et non sur le marché libre. La baisse ne se répercute donc ni en totalité, ni immédiatement, sur notre économie. Enfin, utiliser cette "manne" pour relancer la consommation reviendrait à la transférer à l'étranger (par le biais des importations) d'autant plus que nos capacités de production continuent à être déficientes dans de nombreux domaines. Il ne faut pas renouveler l'erreur de 1981... Qui a eu pour conséquence l'austérité. Si manne il y a, ce qui reste à démontrer car les experts ne sont pas infaillibles, il serait préférable de l'affecter à une relance des investissements industriels.

Mais un premier ministre qui ne dispose que de deux ans et qui est déjà en compétition avec François Mitterrand pour l'échéance présidentielle saura-t-il donner la priorité au long terme ?

Alain SOLARI

(1) Organisation de coopération et de développement économique, regroupant les principaux pays développés.

A l'heure où l'on envisage un retrait total des Français de la partie musulmane de Beyrouth, force est de constater que la situation est de moins en moins saisissable et met en cause un nombre de plus en plus grand d'otages en puissance, pas seulement au Liban.

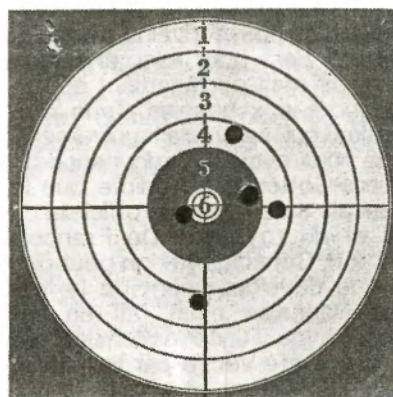
Les réactions du monde arabe aux résultats des élections législatives et à la nomination de M. Jacques Chirac sont révélateurs de sentiments contenus au cours des cinq dernières années. La retenue officielle n'était pas moins expressive que les actions terroristes. Quels que soient nos efforts en faveur de la paix ou notre volonté affichée d'équilibre, le monde arabe n'a eu l'impression que d'une série de reculs par rapport à la politique du général de Gaulle et de ses successeurs, leitmotiv de toute la presse arabe ces jours-ci.

Comment en outre expliquer cet apparent paradoxe : que la coalition qui apparaît la plus répressive à l'encontre de la population arabe immigrée ait une meilleure image dans le monde arabe que les socialistes, ou le président lui-même, dont on connaît l'action en faveur des beurs et contre le racisme ?

Serait-ce l'application du principe dit de Richelieu qui voudrait que la politique intérieure à l'encontre d'un groupe déterminé soit inversement proportionnelle à la politique extérieure à l'égard des puissances qui pourraient en être solidaires ? On contrôlera d'autant les protestants français que l'on noue des alliances avec les puissances protestantes, les communistes que l'on se rapproche de Moscou, les Arabes immigrés que l'on mène une politique pro-arabe...

La situation est néanmoins plus insaisissable qu'il y a cinq ans, et d'abord pour les régimes arabes en proie à la contestation islamique. De meilleures relations avec

les Etats arabes ne nous ramèneraient pas ipso facto à la période où la France était "sanctuarisée", épargnée par le terrorisme. Une relation directe est en effet ouvertement établie entre la présence sur notre sol d'une minorité musulmane et notre politique extérieure. Le communiqué du Jihad islamique rend "la France responsable du sort de tout mu-



sulman sur son territoire". Dans ces conditions, les otages ne sont plus seulement ceux qui sont détenus à Beyrouth. De la même manière que dans la stratégie de dissuasion atomique, nous sommes tous des otages, la population immigrée tout entière est promue au rang d'otage par le fait des Hezbollahis. Ce devrait être pour les deux communautés, française et immigrée, l'occasion d'un nouveau regard l'une sur l'autre.

L'exécution de Michel Seurat en premier peut être considérée

de ce point de vue comme exemplaire. Pourquoi lui ? En vertu d'une gradation qui permette de doser l'effet pour une pression accrue à l'avenir ? Journalistes, diplomates, susciteraient une condamnation plus décisive ? N'est-ce pas plutôt le contraire et aux yeux du Jihad, Seurat n'était-il pas le plus dangereux ? Car il représente l'intelligence du problème et aussi un pont entre les deux cultures (son épouse libanaise). Dans un affrontement de ce type, les premiers à souffrir sont les hommes du dialogue, de l'échange.

Qu'avons-nous à opposer au fanatisme ? Un autre fanatisme ? Sans la foi, il n'y a que caricature, coups de menton, Mirages et ratonnades. Nous n'avons pas non plus le nombre. Que nous reste-t-il si on nous enlève aussi l'intelligence ?

Yves LA MARCK

(1) Le communiqué du Jihad est typique en ce qu'il fait remonter la responsabilité de la France aux accords Sykes-Picot de 1916 qui ont organisé le démembrement de l'empire ottoman entre les alliés (y compris, comme il le rappelle, la Russie qui se voyait attribuer Constantinople par les Anglais) et conduit aux mandats, politique critiquée en son temps par Bainville. Ceci montre à quel niveau historique se situe le processus actuel.

**Yves La Marck
MONARCHIE
ET
POLITIQUE
ÉTRANGÈRE**

un livre de 120 pages
Prix franco : 95 F

Philippe de Saint Robert :

« La francophonie reste neuve »

Royaliste : Le titre de cette "Lettre ouverte" signifie-t-il que vous êtes devenu "Monsieur Purisme" ?

Philippe de Saint Robert : Certainement pas. La langue française est actuellement obligée de trouver son chemin entre deux écueils. L'un est le repli sur le passé, c'est-à-dire le purisme que vous évoquez. L'autre est ce laxisme qui voudrait qu'on parle français n'importe comment, et cet opportunisme d'après lequel notre langue devrait se métisser à l'anglo-américain. La politique que je préconise est au contraire une politique à la fois de défense et d'enrichissement de la langue française. Ces deux aspects sont liés et renvoient évidemment à la période de la Renaissance qui avait vu la défense et l'illustration de notre langue s'organiser, face à la menace que représentait alors l'italien, langue soeur. Nos poètes et nos écrivains se mobilisèrent alors pour assurer que le français était parfaitement apte à répondre aux besoins d'une civilisation qui se voulait universelle. Puis nous eûmes l'Ordonnance de Villers-Cotterêt, qui édicte que le français sera la langue officielle du roi et du royaume. De François 1^{er} à la Constituante, on peut dire que le développement de la langue française s'est fait en osmose avec l'unité nationale telle qu'elle a été vécue par la monarchie capétienne et par ce qui a suivi cette monarchie, en reprenant et en achevant son œuvre.

Royaliste : Quel a été votre conception du rôle de Commissaire général ? Ce Commissariat évoque irrésistiblement le bâton et le carnet de contraventions...

Ph. de Saint Robert : D'après le Littré, un commissaire est celui qui est commis à une mission spéciale et temporaire. De fait, ma mission est spéciale et il serait bien qu'elle soit temporaire. Dès que l'ordre sera rétabli dans les choses et dans les mots, on n'aura plus besoin d'un commissariat au bon fonctionnement de la langue. Pour l'heure, il me faut pourtant veiller à sa défense et à

son enrichissement. Cette défense, je l'assume pleinement car je pense que dans un univers où l'oral prend de plus en plus le pas sur l'écrit, toutes les langues ont besoin de se défendre, c'est-à-dire tout simplement de s'organiser. Il ne s'agit pas de savoir comment les langues vont préserver leur "pureté", mais comment elle vont garder leur logique et comment leur développement peut se faire selon leur génie propre et non pas par des emprunts excessifs de mots étrangers qui finiraient par les détruire de l'extérieur.



l'allemand et de l'anglais. Donc loin de nous l'idée de rejeter tout apport étranger. Mais il est bien certain que la "balance extérieure" de la langue française est aujourd'hui largement déficitaire, et que l'excès de mots venant tous de la même langue étrangère aboutit à une distorsion profonde de notre vocabulaire et de notre syntaxe. Il y a là un danger dont nous devons effectivement nous défendre, en assimilant moins de mots étrangers, mais aussi en créant des mots nouveaux à partir de nos propres ressources lexicales.

Cet effort est indispensable dans le domaine scientifique et technique car les scientifiques et les techniciens ne font pas d'eux-mêmes ce travail de création et, le plus souvent, se contentent d'emprunter à la langue étrangère dominante. Ce faisant, nous aliénons une partie de notre imaginaire, de notre création, de nos moyens d'expression - à une langue qui n'est pas innocente comme l'étaient le latin ou le grec. N'oublions pas que les mots sont aussi des idées et que, si nous prenons les mots des autres, nous renoncerons à avoir nos propres idées. Comme l'écrivait récemment le Président de la République, un peuple qui perd ses mots est un peuple que l'on n'entend plus. La question est de savoir si l'on continuera à nous entendre dans le monde de demain - et si nous nous entendons nous-mêmes.

Royaliste : On voit la nécessité de cette création terminologique dans le domaine scientifique. Mais on observe que chez nos voisins les mots étrangers sont italianisés ou hispanisés lorsqu'ils entrent dans le vocabulaire courant. Pourquoi pas chez nous ?

Ph. de Saint Robert : Je pense que ce phénomène ne durera pas. Jusqu'au XIX^{ème} siècle, nous avons francisé nos emprunts comme le font encore les Italiens et les Espagnols. Mais les langues de ces deux peuples sont, depuis une dizaine d'années, tellement submergées par l'anglo-américain qu'elles vont perdre à leur tour

Philippe de Saint Robert vient de publier une "Lettre ouverte à ceux qui en perdent leur français". Cette occasion nous a paru propice pour aller l'interroger sur l'action qu'il a entreprise depuis 1984 en tant que Commissaire général de la langue française et de tirer pour nous les enseignements du premier sommet des pays francophones qui s'est tenu tout récemment à Paris.

une idée

cette faculté de naturaliser les mots. Si la France les a précédé sur cette pente, c'est que l'anglomanie remonte chez nous au XVIIIème siècle et qu'elle s'est particulièrement développée au XIXème. Mais elle ne se manifestait que dans les classes privilégiées alors que l'anglo-américanisme est maintenant descendue dans la rue, ce qui en a changé la dimension et les conséquences. Les milieux qui ont une culture universitaire et un vocabulaire étendu peuvent utiliser des mots étrangers sans dommage pour eux-mêmes. Mais lorsqu'on fait entrer le même nombre de mots étrangers dans la pratique de personnes qui n'ont qu'un vocabulaire très restreint, celles-ci s'aliènent dans leur propre langue. A cet égard, le comportement de la presse écrite et audio-visuelle révèle le mépris des journalistes pour leur public : ils supposent toujours que les lecteurs et les téléspectateurs peuvent supporter l'agression permanente que constitue l'utilisation excessive de mots étrangers - ce qui est évidemment faux.

Sur ce plan, il est regrettable que le Commissariat à la langue française n'ait pas les moyens suffisants pour veiller au respect des citoyens. La Haute Autorité dispose de ce pouvoir - c'est l'article 14 de la loi qui la crée -, mais Mme Cotta n'a pas cru bon de l'utiliser, parce qu'elle craint le ridicule si elle exige que les journalistes veillent à la bonne compréhension du langage qu'ils emploient : le courage n'est pas grand.

Royaliste : Vous montrez aussi dans votre livre que l'américanisme nuit à la langue anglaise.

Ph. de Saint Robert : En effet. L'anglo-américain n'est pas du tout assuré de son avenir de grande langue internationale, parce qu'il est victime de ses avantages. C'est une langue d'une grande plasticité (on peut facilement y créer des mots nouveaux) et d'une morphologie très pauvre, qui permet un apprentissage facile. Au contraire, le français est une langue plus difficile, et on

trouve là une raison supplémentaire d'y renoncer... en oubliant que le Japon s'est parfaitement adapté au monde moderne en utilisant la langue la plus difficile qui soit, à tel point que les petits Japonais mettent dix ans à l'apprendre !

Pour en revenir à l'anglo-américain, on s'aperçoit que cette langue est en voie de babélisation rapide. L'anglais parlé aux Etats-Unis, l'anglais parlé au Canada, aux Indes, dans la vieille Angleterre, sont des langues qui divergent à cause précisément de cette plasticité et de cette morphologie. Dans vingt ou trente ans, les locuteurs de langue anglaise ne se comprendront sans doute plus très bien entre eux. L'anglo-américain n'est donc pas la langue de communication de demain. Il restera peut-être un sabir d'aéroport mais, comme moyen de transfert des savoirs, je prétends que le français est mieux placé pour les cinquante années à venir. Il faut savoir que les machines de traitement de texte, l'intelligence artificielle, la traduction assistée par ordinateur ne mettront pas le français en état d'infériorité car une machine de traitement de texte a beaucoup plus de mal à reconnaître l'anglais (par exemple le mot fish qui veut dire à la fois "pêche", "poisson", "pêcher", etc.) que le français qui est plus marqué comme dirait l'Académie. Quant à la traduction assistée par ordinateur, loin de favoriser l'anglo-américain, elle va permettre de désenclaver toutes les langues.

Par conséquent, contrairement à l'idée reçue, la situation de l'anglo-américain est en train de se retourner. Le malheur est que nous avons perdu la bataille dans nos têtes, parce que nous intériorisons l'image que la langue dominante nous renvoie de la nôtre. Cela dit, je précise que le combat pour la langue française n'a pas pour objectif de rétablir le français dans un privilège qu'il aurait perdu. Il s'agit de faire en sorte qu'il y ait demain un certain nombre de grandes langues de civilisation, permettant ce dialogue des cultures dont on parle tant mais qu'on pratique si peu.

Royaliste : Françoise Giroud, alors qu'elle était ministre de Giscard, définissait le français comme une langue de culture. Qu'en pensez-vous ?

Ph. de Saint Robert : Je pense que Mme Giroud a dit une idiotie de plus. Toutes les langues sont des langues de culture. Définissant ainsi le français, je crains qu'elle n'ait voulu dire que la langue de culture était celle qui renonçait à donner accès aux sciences et aux techniques pour se replier sur l'étude des écrivains du passé. D'ailleurs, elle comparait le rôle du français à celui du latin au Moyen-Age. Mais le latin n'était pas une langue de culture au sens où elle l'entend : il avait cessé d'être une langue vivante mais demeurait la langue de communication d'une Eglise universelle - ce qui lui permettra de se survivre mille ans. Si le français cessait d'être une langue vivante pour devenir cette "langue de culture" dont on ne voit pas quelle Eglise universelle assurerait la survie, je dis que le français cesserait d'exister, même en tant que patois.

Dans la mesure où le français entend demeurer une langue vivante, il est évidemment une langue de civilisation, à portée universelle, au même titre que l'anglo-américain, l'espagnol, le portugais et, si elle s'en donne la peine, la langue arabe. En effet, une langue universelle n'est pas une langue qui prétendrait tenir lieu de toutes les autres, mais celle qui permet de donner accès à ces domaines modernes de la culture que sont les sciences et les techniques.

Royaliste : Quels enseignements tirez-vous du récent sommet francophone ?

Ph. de Saint Robert : Ce sommet est un événement historique puisqu'on attendait depuis vingt ans ce rassemblement de pays se réclamant du français. Malgré une préparation trop rapide, le succès est tout à fait remarquable. Au lieu de chercher à refaire le monde, on s'est penché sur les véritables raisons

qu'on avait de se réunir, c'est-à-dire l'inquiétude des francophonies quant à la façon de s'exprimer, donc de penser. Naturellement, le sommet a consacré une première journée aux grands problèmes mondiaux, et ceci de façon d'autant plus intéressante que les pays représentés allaient d'Haïti au Vietnam - ce qui montre la grande diversité politique, géographique et ethnique de la francophonie. Les deux jours suivants ont été consacrés à l'examen de problèmes d'identité commune, tout en continuant de définir et d'affirmer son appartenance à sa propre civilisation. Il est apparu que la francophonie était profondément désirée car elle permet une meilleure communication et, partant, une meilleure cohésion entre des pays où l'on parle aussi d'autres langues.

Le sommet s'est penché sur plusieurs problèmes particuliers, qu'il est urgent de résoudre : notamment la création d'un espace audiovisuel francophone et de banques de données en langue française. Cela sans négliger l'écrit, qui est en passe d'être conquis par d'autres : actuellement les meilleures méthodes d'enseignement du français par l'audiovisuel sont faites par les Anglais et je ne suis malheureusement pas parvenu à intéresser à ce problème le ministère de l'Education nationale. Nous avons pris un retard considérable dans des domaines où nous pourrions être les premiers, notamment à cause de la politique lamentable menée par le Quai d'Orsay. Ce qui, lors de ce sommet, mettait la France en porte-à-faux face à son désir de diffusion de sa langue et d'aide aux autres peuples pour qu'ils en conservent l'usage.

L'enjeu est culturel, mais aussi politique et économique. Laurent fabius ne l'a pas compris, mais qu'a-t-il compris d'autre que ce qu'il cherchait dans son miroir ? Domage. La francophonie reste une idée neuve - ne la laissons pas vieillir avant l'âge.

propos recueillis par
Bertrand Renouvin



Utopie

L'Amérique sidérale

Retour des Etats-Unis, Jean Baudrillard dit dans son dernier livre sa fascination pour un pays qui est au-delà du rêve et de la réalité.

L'Amérique, nous croyons connaître, même si nous n'y avons jamais posé le pied. Les déserts, les autoroutes, New-York, la fièvre du samedi soir, nous avons déjà tout vu au cinéma. Mais justement, il faut parcourir les Etats-Unis pour s'apercevoir que ce pays est cinématographique. Il est lui-même un immense studio, un film permanent et fascinant dont les productions hollywoodiennes ne sont qu'un pâle reflet. La preuve en est le mouvement (cinésis) incessant des êtres et des choses, automobiles, joggers, marathoniens, danseurs des rues et simples passants animant une scène qu'illuminent les projecteurs et les enseignes de publicité.

Dans ce pays sidérant, rien ne sert de distinguer le spectacle et la vie, le rêve et la réalité. L'Amérique est une "hyperréalité" parce que, dit Baudrillard, "c'est une utopie qui dès le début s'est vécue comme réalisée". La justice, la prospérité, le droit, la liberté, les Américains sont convaincus de les avoir concrétisés. D'où leur

candeur, leur innocence, qui font de l'Amérique "la première société primitive" du monde moderne. Les Etats-Unis sont en effet au cœur d'une modernité que nous n'atteindrons jamais même si nous cherchons à l'imiter; ils sont au centre d'un monde qui est absolument étranger à la vieille Europe même si nombre d'Américains la regardent avec nostalgie et s'obstinent à l'importer ou à la reproduire. Tout transfert d'un continent vers l'autre est voué à l'échec, quel qu'en soit le sens. Ici, nous sommes hantés par l'origine, par l'histoire, par l'identité, par le territoire. Là-bas, existe un nouveau monde qui "ne cultive pas d'origine ou d'authenticité mythique", qui n'a pas de passé ni de vérité fondatrice et qui peut donc vivre dans l'actualité et dans la simulation perpétuelles, dans un déracinement qui fait que les Etats-Unis sont toujours déjà dans l'avenir.

Ainsi approchée, l'hyperréalité américaine nous paraît effectivement paradisiaque, puisqu'elle réalise nos chères vieilles utopies.



La fin de l'histoire et de la culture, la déterritorialisation, la liberté dans l'abondance, le dépassement du réel et de l'imaginaire, toutes ces théories révolutionnaires, sur lesquelles l'Europe a tant débattu, s'accomplissent, se matérialisent aux Etats-Unis de façon "empirique et sauvage". En Californie, à Disneyland, à New-York, dans la Silicon Valley, nous sommes bien au paradis. Mais, prévient Baudrillard, ce n'est rien d'autre que le paradis, "éventuellement funèbre, monotone et superficiel". Parce qu'elle est le paradis réalisé sur terre - ce qui n'exclut ni la solitude, ni la violence, ni la misère - l'Amérique est une société sans transcendance, sans souci esthétique, indifférente aux valeurs et vide de sens. Cela ne l'empêche pas de créer une architecture prodigieuse, d'atteindre à la beauté "par accident" comme le dit Milan Kundera, et de mener impérieusement les affaires du monde.

Certes, l'Amérique est puissante, conquérante et aujourd'hui victorieuse. Ses mythes, ses méthodes, ses produits se sont imposés au monde. Mais cet impérialisme triomphant est peut-être, lui aussi, du cinéma. Un scénario se déroule, dont Ronald Reagan est l'interprète principal, mais non l'acteur au sens premier du terme. La puissance américaine fonctionne par inertie, sa publicité masque l'effondrement de ses mythes porteurs, ses opérations militaires ressemblent aux effets spéciaux tournés en studio et sa vitalité ne serait due qu'au système (monétaire) de perfusion. L'Amérique sidérale est-elle un astre déjà mort ? Reste, pour nos yeux éblouis, la lumière partie depuis longtemps de la brillante étoile...

B. LA RICHARDAIS

Jean Baudrillard - *Amérique* (Grasset 1986).

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

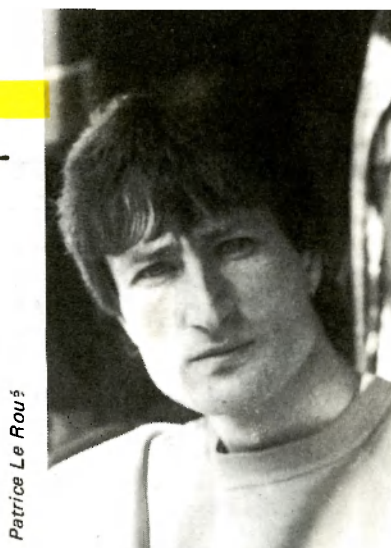
.....

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

Théorie de la crise



Patrice Le Roué

D'avantage consacrée aux débats philosophiques, sociologiques, historiques ou théologiques, cette rubrique aborde rarement les rivages de l'économie politique moins encore de la politique économique. Mais lorsque paraît un livre exceptionnel - par la qualité de ses réflexions et la renommée de ses auteurs - qui n'hésite pas, dans un domaine où tout semble établi une fois pour toute, à remettre en cause les idées reçues, il est nécessaire de lui accorder une place particulière. Le livre en question (1) est un ouvrage collectif publié sous la direction d'André Grjebine. Il rassemble les contributions de vingt économistes dont James Tobin (prix Nobel d'économie en 1981), Ezio Tarantelli (professeur à l'Université de Rome, assassiné par les Brigades Rouges en mars 85), Serge-Christophe Kolm, Jean-Paul Fitoussi, Alain Barrère, Jacques Mazier et Jacques Mistral, pour ne citer que les plus connus.

Les lecteurs de "Royaliste" et de "Cité" (2) connaissent. André Grjebine depuis la sortie en 1983 de "L'état d'urgence", livre écrit dans le cadre d'une mission d'étude que lui avait confié Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la recherche et de l'industrie, sur la "reconquête du marché intérieur et la relance de l'économie". Dans son analyse, André Grjebine montrait que la politique de rigueur menée en France (et par extension - mais avec des différences de degré - dans les autres pays capitalistes développés), était suicidaire car fondée sur un ralentissement de la consommation des ménages, un rétablissement de l'équilibre budgétaire et une réduction de la création de monnaie. Si de telles mesures allaient permettre de combattre efficacement l'inflation, elles allaient aussi contribuer à une diminution des investissements productifs, une augmentation du chômage, un vieillissement de notre tissu industriel et une baisse de compétitivité de nos entreprises. Il ressortait donc de "L'état d'urgence", que si l'austérité n'était pas adaptée pour sortir l'économie française de la crise, une relance traditionnelle qui ne tenait pas compte de la contrainte extérieure, n'était pas plus souhaitable. Et de proposer un certain nombre de mesures permettant la reprise de l'activité économique, sans pour autant accroître le déficit de notre commerce international (comme ce fut le cas en 1974-75 et en 1981-82). Le tout encouragé par une politique volontariste de l'Etat et surtout un renoncement au sacro-saint équilibre budgétaire, élément déstabilisateur par excellence et pourtant clef de voûte de toute politique économique depuis le début des années soixante.

"Théories de la crise et politiques économiques" est un prolongement et un approfondissement des thèmes développés dans "L'état d'urgence".

Le livre se présente en trois parties. La première est une présentation des explications de la crise avancées par les grands courants de pensée (monétariste et néo-classique, keynésien et néo-keynésien, marxiste en dernier lieu) et du rôle joué par des facteurs plus spécifiques comme les mutations technologiques, le surinvestissement, l'internationalisation des économies, l'endettement des entreprises, etc. La deuxième consiste en une analyse des politiques économiques conduites par les principaux pays de l'OCDE (Etats-Unis, Japon, RFA, Royaume-Uni, France), avec l'intention de tester les théories décrites dans la première partie. La troisième étant une ébauche des solutions qu'il conviendrait d'adopter pour sortir de la crise tant en matière de politique budgétaire et fiscale, de politique économique internationale, de croissance, de taux de change qu'au niveau de l'intervention de l'Etat.

Face aux échecs subis dans les cinq pays étudiés, par les politiques de relance keynésiennes ou pseudo-keynésiennes et les

politiques d'austérité, il ressort du livre qu'aucune des théories présentées ne peut fournir seule une explication. En revanche, chacune d'entre elle peut permettre d'en comprendre un aspect. D'où la nécessité de dépasser l'opposition qui oriente le débat économique depuis les années trente entre classiques - qui privilégient le rôle de l'offre en vertu du précepte de J.-B. Say selon lequel "l'offre crée sa propre demande" - et keynésiens - qui mettent en évidence le rôle de la demande. Dès lors, comme le souligne André Grjebine dans son texte de conclusion, "la crise actuelle exige une politique visant à améliorer simultanément les conditions de l'offre et celles de la demande" : les politiques qui ne s'intéressaient qu'à l'une ou l'autre seraient vouées à l'échec. Une analyse précise des faits permet de mieux comprendre. A la fin des années soixante, on assiste à l'apparition de déséquilibres qui remettent en cause la croissance : augmentation des coûts salariaux, des frais financiers pour les entreprises et du prix des matières premières. Les entreprises réagissent en s'endettant davantage et en augmentant leurs prix. Il s'en suit une baisse de compétitivité, une diminution de leurs profits et une dégradation du marché de l'emploi. Dans ce contexte, les politiques de relance comme les politiques d'austérité s'avèrent inefficaces. Les unes butant sur la contrainte extérieure qui paralyse d'autant plus l'économie que les gouvernants sont hostiles à toute dévaluation. Les autres créant un climat d'inquiétude sociale favorable à la désinflation mais préjudiciable à l'emploi.

Le problème qui se pose alors s'apparente à la quadrature du cercle puisqu'il s'agit à la fois de réduire les coûts de production qui pèsent sur les entreprises (essentiellement les salaires) pour les inciter à produire, et d'assurer la croissance du pouvoir d'achat des ménages pour soutenir la demande. Cependant une piste de réflexion existe dans la politique économique menée aux Etats-Unis par Ronald Reagan dès 1982. En diminuant les salaires, il est parvenu par une baisse simultanée et massive des prélèvements obligatoires, à augmenter le pouvoir d'achat. Le gros problème qui se pose cette fois concerne la dette publique. A cette objection André Grjebine répond comme il l'avait déjà fait dans "L'état d'urgence", qu'il faut financer le déficit budgétaire, non pas par l'emprunt mais par une création de monnaie. En effet, l'endettement du Trésor Public n'est pas de même nature selon qu'il est contracté auprès d'une banque commerciale ou d'un particulier - auquel cas le Trésor doit réellement rembourser cette dette, ce qui influence ses comportements - ou s'il est contracté auprès de la banque centrale. Dans ce dernier cas les intérêts versés par le Trésor retournent au Trésor, ce qui permet un déficit budgétaire infini.

Comme on est loin, quand on referme ce livre, des discours idéologiques que tiennent les responsables politiques et des analyses superficielles qui traînent dans les pages économiques des journaux ! Cela dit, nous n'avons pu, faute de place analyser plus en détail toutes les contributions. Mais l'intérêt de ce genre de travail réside dans le fait qu'il fournit une grille d'analyse qui permet d'interpréter tel ou tel événement de l'actualité économique. Dans les semaines et les mois à venir cet outil risque de s'avérer indispensable pour mieux comprendre et commenter la politique économique du nouveau gouvernement.

Patrice LE ROUÉ

(1) *Théorie de la crise et politiques économiques* - Ed. Le Seuil, prix franco : 44 F.
(2) Cf. les entretiens parus dans «Royaliste» N°403, 416 et 438 et «Cité» N°6-7 à propos de *L'état d'urgence*.



Les amateurs de ce genre de films d'aventures fantastiques se rappellent sûrement du merveilleux "Blade runner" où Harrison Ford était confronté à des anthropoïdes révoltés parce qu'ils étaient programmés pour ne vivre que quatre ou cinq ans. Ford tombait amoureux d'une anthropoïde... Cette belle histoire valait bien des réflexions philosophiques sur le sens de la vie, l'amour et la mort. Dans "Highlander", des hommes, presque immortels eux, doivent s'affronter à travers les siècles. A la fin, il n'en restera qu'un pour toucher le prix du combat. Christophe Lambert met la beauté mystérieuse de son regard myope au service du héros, Connor MacLeod, né au seizième siècle au fin fond d'une Ecosse quasi-barbare. Pauvre héros que son immortalité fait chasser de son clan et qui verra l'amour de sa vie vieillir lentement et mourir dans ses bras, tandis qu'il reste, lui, éternellement jeune et fort. Heureusement la lutte de titans qui l'oppose à ses congénères immortels donne un sens à sa vie et de terribles scènes de duels que la variété des époques et des situations traversées permet évidemment de renouveler. Dans un New-York de néons et d'obscurité trouble, sur fond musical de rock, c'est un ballet terrible au milieu des étincelles, des explosions et des fumées déclanchées par les assauts de ces géants armés d'épées mythiques. Les têtes volent et le grand guignol n'est pas loin. Les références celtiques peuvent sembler noyées dans un légendaire de pacotille. Mais ce film rachète ses naïvetés par sa réussite esthétique. Encore qu'à la fin, le prix du combat, semble bien faible, faute d'imagination, ou faute d'avoir osé se placer plus fidèlement dans la perspective arthurienne ?

Annette DELRANCK

Weltanschauung L'humour noir de l'inspecteur Chabrol

Avec le dernier film de Claude Chabrol, "L'inspecteur Lavardin", est-on en train d'assister à la naissance d'un nouveau personnage mythique; "moins crado que Colombo, moins alcoolique que Marlowe" mais tout aussi efficace ?

Un célèbre écrivain catholique, membre influent du conseil municipal d'un bourg de Bretagne fait interdire une pièce de théâtre blasphématoire : "Notre paire qui est au ciel". La nuit suivante, il est assassiné et son corps dénudé est retrouvé sur la grève. Y a-t-il un rapport entre l'interdiction et le crime ? C'est ce que l'inspecteur Lavardin est chargé d'établir.

L'enquête débute dans les milieux du théâtre puis s'oriente très vite vers les membres de la famille et se poursuit chez les notables de la région... Toutefois, l'intérêt du film réside moins dans l'intrigue, un tantinet alambiquée et somme toute assez banale, que dans la mise en scène et le regard que pose Lavardin-Chabrol sur la petite (toute petite) bourgeoisie de province et la pseudo-culture des adolescents en 1986.

On retrouve dans la réalisation, le Chabrol de la Nouvelle vague. Par ailleurs, en ce qui concerne la direction d'acteurs on pense beaucoup, en regardant ce film, à Truffaut : dans ce qui rapproche les deux metteurs en scène mais aussi dans ce qui les éloigne. Autant Truffaut décrivait des personnages avec tendresse, humour et générosité, autant Chabrol les décrit avec cynisme et ironie. Son univers met mal à l'aise. Et son inspecteur fait froid dans le dos, qui n'hésite pas, pour les besoins de son enquête, à transgresser la loi. Mais les autres personnages ne sont guère plus sympathiques : tous ont une double vie. Respectable le jour, condamnable la nuit. L'écrivain catholique qui ne se met pas à table sans avoir dit le bénédicité et qui, la nuit, loue un studio en ville pour y faire venir de

très jeunes filles, est l'image archétypale du petit bourgeois de province comme aime à les mon-



Jean Poirot

trer Chabrol. Hypocrites, pusillanimes et vicieux, ils ne peuvent malgré cela s'empêcher de faire la morale à autrui.

Enfin, Chabrol n'est pas tendre non plus avec les jeunes. Sans complaisance à leur égard, il les décrit comme des êtres superficiels qui ne s'intéressent qu'au rock et aux "vidéo clips". plus grave encore, ils sont aussi corrompus que leurs aînés. Loin de l'esthétisme branché d'un certain cinéma français (Subway) sa vision du monde n'est pas gaie mais ô combien décapante et proche de la réalité.

Nicolas PALUMBO

JACQUES BAINVILLE SUR FRANCE-CULTURE

Il est bien regrettable que le 50ème anniversaire de la mort de Jacques Bainville n'ait donné lieu qu'à très peu de manifestations commémoratives. L'historien royaliste mérite mieux que cela !

Félicitons donc France-Culture d'avoir programmé une émission intitulée "Une vie, une œuvre, Jacques Bainville" qui sera diffusée le jeudi 10 avril de 9h05 à 10h30. Bertrand Renouvin participera à cette émission.

CONSEIL NATIONAL DE LA NAR

Elu pour une durée de deux ans en mars 1984, le Conseil National de la NAR voit son mandat arriver à expiration. Nous allons donc procéder à des élections générales pour renouveler cet organisme qui participe à la direction de notre mouvement. L'ensemble des adhérents va être appelé à voter pour désigner les nouveaux conseillers nationaux.

Bien entendu, seuls les adhérents peuvent participer à ces élections, mais il n'est pas trop tard pour ceux de nos lecteurs qui souhaiteraient prendre une part active à la vie de notre mouvement, pour envoyer leur adhésion.

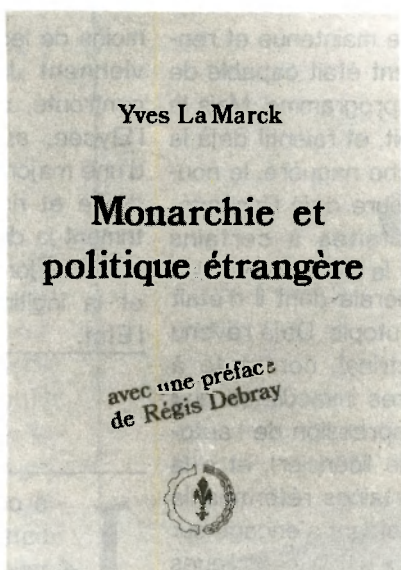
BREVES NOUVELLES

Le 15 avril Bertrand Renouvin sera l'invité du Lions-Club de Saint Mandé pour un dîner-débat sur le thème "Etre monarchiste en 1986" et pour la présentation de son livre "La République au roi dormant".

Plusieurs livres de nos amis et collaborateurs viennent de paraître ou sont annoncés prochainement : un roman de Luc de Goustine "Bartosz et Teresa" qui suivra de près son "Mystique ouvrière et tradition hermétique" (présenté le 16 avril aux Mercredis de la NAR), un essai de Philippe Delaroche "Etat de siècle", ainsi que le nouveau livre de Gérard Leclerc "De Vatican II au synode extraordinaire". D'autre part l'ouvrage de Laurent Bourdelas "Limoges rouge/Limoges Blanche, une ville dans la tourmente" annoncé depuis quelques mois est maintenant sous presse et sera bientôt disponible.

Édition Distingués par le "Le Monde"

Dans "Le Monde-Dimanche" du 23 mars 1986, Bernard Brigouleix a consacré une rubrique à "la monarchie élyséenne et la politique étrangère" dans laquelle il a rendu compte du livre de Samy Cohen sur "La Monarchie nucléaire" et de deux études sur "La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing" (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques) et "Pour une nouvelle politique étrangère" (Hachette), sans oublier le livre d'Yves La Marck : "Monarchie, vous avez dit monarchie ? Parlons-en justement, semble répondre en écho le petit livre musclé d'Yves La Marck, juriste spécialiste des questions internationales, mais aussi membre de cette déroutante Nouvelle Action Royaliste appliquée à concilier sa fidélité maurrassienne et une sorte de socialo-gaullisme. Pour lui, c'est clair : l'avenir d'une grande diplomatie française, c'est la monarchie, parce que celle-ci, sans pouvoir gouverner durablement et ouvertement contre l'opinion dominante, se trouve exclue du jeu si souvent dérisoire des factions, rivales dans une perspective immédiatement électorale. La monarchie dégage son épingle du jeu en se constituant soi-même en force d'opinion. Elle est la seule force de régime à pouvoir agir sur l'opinion autrement que par le mensonge ou la dissimulation, la surenchère à l'idéologie ou à la



morale, écrit Yves La Marck. Et de citer à la fois des précédents (François 1er) et des exemples étrangers, au premier rang desquels la cour britannique - mais comment ne pas, également songer à l'Espagne, rendue à l'Europe par un roi, ou à l'efficacité des monarchies scandinaves ? On peut toujours ironiser sur le caractère marginal du royalisme français (encore que Régis Debray, ci-devant conseiller du prince de l'Elysée, apporte à ce livre la caution d'une préface de républicain.) Mais on ne se débarrasse pas si facilement du discours simple et clair d'Yves La Marck. Tout au plus pourrait-on lui répondre par une question : le roi, ne le choisissons-nous pas déjà pour sept ans ?"

BON DE COMMANDE

NOM/Prénom :

Adresse :

commande le livre

"MONARCHIE ET POLITIQUE ETRANGERE"

et verse pour cela la somme de 94 F (prix franco de port) à l'ordre de "Royaliste"

Paris Mercredis de la N.A.R.

Nos réunions du mercredi suspendues pendant la durée des vacances de Pâques, reprennent le

MERCREDI 9 AVRIL
avec une conférence de notre ami **Philippe de SAINT ROBERT**. Nommé Commissaire général de la langue française en 1984, Philippe de Saint Robert vient de publier chez Albin Michel une "Lettre ouverte à ceux qui en perdent leur français" dans laquelle il explique les raisons et les péripéties du combat de ceux qui ne veulent pas que le français devienne une langue morte. C'est ce livre qu'il viendra nous présenter avec le talent qu'on lui connaît.

MERCREDI 16 AVRIL
A partir d'une calligraphie du Christ en croix datant du 17^e siècle, **Luc de GOUSTINE** a enquêté sur la condition des artisans d'ancien régime et leur rapport à la spiritualité de leur époque dans un livre consacré à "Mystique ouvrière et tradition hermétique". A la suite du débat Luc de Goustine se fera un plaisir de dédicacer l'ensemble de ses livres qui sont disponibles à notre service librairie.

MERCREDI 23 AVRIL
Jeune sociologue, **Paul YONNET** a analysé de façon particulièrement originale de nombreux aspects de la société moderne tels que le rock, le tiercé, la mode, l'amour porté aux chiens et aux chats, etc... Il vient de publier l'ensemble de ses observations dans un livre "Jeux, modes et masse" dont "Royaliste" a rendu compte (n°443) et qu'il viendra nous expliquer.

Les mercredis 30 avril et 7 mai -veilles de "ponts"- il n'y aura pas de réunion.

Rappelons que les conférences ont lieu dans nos locaux 17, rue des Petits-champs (4^{ème} étage) Paris 1^{er}, qu'elles commencent à 20 heures précises et qu'elles sont suivies -pour ceux qui désirent continuer les discussions- d'un repas amical (participation aux frais du repas 18 F).

**adhérez
à la n.a.r. !**

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

NOM/Prénom :

Adresse :

désire recevoir sans engagement de ma part :

- Un abonnement d'essai de trois mois à "ROYALISTE"
- Un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris
- Le dernier livre de Bertrand Renouvin "La république au roi dormant"
- Une brochure "Connaissez vous les royalistes d'aujourd'hui ?"
- Une documentation complète sur la NAR et ses publications

le tout d'une valeur de 180 F pour 90 F seulement

Règlement à l'ordre de "Royaliste", 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, CCP 18 104 06 N Paris

Une monarchie simulée



Dans la coexistence, paisible mais armée, qui se dessine depuis trois semaines, le plus embarrassé n'est pas celui qu'on croit. A la caricature d'un Président retranché dans son palais et perdant jour après jour de son autorité, s'oppose une réalité toute différente. En récusant certains candidats aux fonctions ministérielles, en confirmant qu'il se rendrait au sommet de Tokyo, en faisant annoncer qu'il ne signerait pas des ordonnances contraires à la justice sociale et à l'équité en matière électorale, François Mitterrand a clairement signifié qu'il entendait maintenir l'ensemble de ses prérogatives, c'est-à-dire continuer de veiller sur l'essentiel.

Face au chef de l'Etat, le nouveau Premier ministre est empêtré dans des contradictions dont il lui sera difficile de sortir. Certes, Matignon a désormais en charge la gestion d'importants domaines, sur le plan de la technique politique (la réforme électorale) et économique. Mais Jacques Chirac se heurte à trois obstacles d'autant plus gênants qu'il lui faut aller vite pour convaincre les Français de son efficacité et gagner la bataille présidentielle.

DE L'UTOPIE AU REALISME

Il y a d'abord cette majorité parlementaire trop étroite, qui contraint le Premier ministre à recourir aux ordonnances. Elle se trouve menacée par la présence en son sein ou sur ses bords de nombreux trublions potentiels. Sans doute Jacques Chirac est-il libéré, pour un temps, de l'hypothèque barrique et de la menace, redoutable pour lui, d'une démission présidentielle. Mais il se retrouve sous la classique épée de Damoclès que représente la dissolution de l'Assemblée à un moment qui lui serait particulièrement défavorable.

Une majorité étroite et peu assurée

d'elle-même pourrait être maintenue et renforcée si le gouvernement était capable de réaliser rapidement son programme. Mais le bât blesse en cet endroit, et ralentit déjà la marche. Comme la gauche naguère, le nouveau gouvernement mesure déjà l'inconvénient des promesses faites à certains groupes de pression et le caractère irréalisable d'une doctrine libérale dont il n'était pas difficile de déceler l'utopie. Déjà revenu de son libéralisme doctrinal, confronté à l'impopularité des mesures immédiates qu'il comptait prendre (la suppression de l'autorisation administrative de licencier), et à la difficulté pratique de certaines réformes (la privatisation), le gouvernement s'engage sur la voie du "réalisme" qui est à cent lieues des illusions entretenues depuis cinq ans. C'est le cas de M. Balladur, qui aborde ses dossiers avec précaution et laisse entendre qu'il agira de façon mesurée, de M. Seguin, qui se comporte avec prudence, et de MM. Monory et Léotard qui disent ne pas vouloir rompre avec la politique de leurs prédécesseurs.

Afin de compenser cette sagesse décevante pour son électorat, le gouvernement cherchera sans doute à prendre des mesures spectaculaires dans le domaine de la sécurité (mais le Président veillera à ce qu'elles ne soient pas liberticides) et Jacques Chirac tentera de réaliser quelques coups d'éclat, à ses risques et périls. Sa première initiative sur le plan diplomatique est à cet égard une erreur. En se rendant à Tokyo à la suite du Président de la République, le Premier ministre risque de nuire à la politique française s'il énonce des thèses personnelles, et d'être ridicule s'il ne dit mot. Le mieux serait qu'il renonce à ce projet, conçu dans la hâte de faire quelque chose plutôt que rien.

Le jeu complexe que doit mener le Premier ministre se déroule devant une opinion publique qui pourrait constituer un troisième obstacle s'il décidait de sortir de son rôle. A

moins de les séduire dans les semaines qui viennent Jacques Chirac se trouverait confronté, en cas de crise ouverte avec l'Elysée, aux réactions "présidentialistes" d'une majorité de Français de gauche et de droite et risquerait de mesurer à son détriment la différence majeure qui existe entre la majorité parlementaire dont il est issu et la légitimité démocratique du chef de l'Etat.

SIMULATION

La coexistence ne se résume pas à l'affrontement de deux équipes rivales. Son enjeu véritable est la stabilité de l'Etat, l'indépendance de celui qui l'incarne, et la continuité de notre politique. Une coexistence ratée compromettrait ces acquis. Une expérience réussie permettrait une meilleure définition des rôles respectifs de l'Elysée et de Matignon, qui devrait aboutir à la mise au point d'un texte constitutionnel trop flou.

Il doit être clair que nous souhaitons cette réussite, qui renforcerait l'esprit monarchique des institutions. A travers la défense des prérogatives présidentielles et la délimitation du rôle gouvernemental, nous assistons à une simulation du pouvoir monarchique dans ses attributions essentielles. Loin d'épuiser notre projet, cette simulation a le mérite de faire désirer la chose même. Parce que la fonction présidentielle est trop ambiguë, parce que la légitimité est partielle, faute d'une dimension historique, l'arbitrage est contestable et l'épreuve de force toujours possible. En suivant jusqu'à son terme la logique aujourd'hui à l'oeuvre, nous pourrions dépasser ces contradictions, remédier à ces carences et fonder durablement la stabilité et la continuité politiques. Depuis 1958, la question de la monarchie a cessé d'être théorique dans notre pays.

Bertrand RENOUVIN